GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
56 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs, 111

(Les lettres et paquets doivent être affranchés)

COUR ROYALE D'AMIENS.

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Boulet, premier président. — *Audience solennelle du 4 novembre.*

DISCOURS DE M. PLOUGOULM, PROCUREUR-GÉNÉRAL. — DE L'INSTRUCTION CRIMINELLE.

La Cour royale d'Amiens a tenu aujourd'hui son audience de rentrée, et un auditoire nombreux et brillant s'était de bonne heure réuni dans l'enceinte de la Cour. On savait que M. Plougoult, procureur-général, devait prononcer le discours de rentrée, et la réputation qui avait précédé l'orateur dans nos murs justifiait un pareil empressement.

M. le procureur-général avait choisi pour texte les devoirs de l'instruction criminelle. Dans un éloquent discours, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire en entier, M. le procureur-général a tour à tour rappelé les devoirs du juge d'instruction, du président d'assises, du ministère public, de l'avocat et du jury.

Après un exorde, dans lequel il invoque l'origine et le but des discours de rentrée qui doivent, au début de l'année judiciaire, retracer aux magistrats quelques-uns des devoirs que la loi leur impose, l'orateur s'exprime ainsi :

« ... J'ai préféré vous exposer quelques idées nées des fonctions que j'ai remplies pendant plusieurs années, et qui m'ont valu l'honneur d'être aujourd'hui devant vous.

Je vous dirai quelque chose de l'instruction criminelle, de l'action publique et du débat devant la Cour d'assises. Sans m'occuper de l'explication d'aucun texte de loi, d'aucune difficulté légale, je rechercherai dans quel esprit doit être conduite une poursuite criminelle, pour avoir les deux caractères qui lui donnent la perfection : la fermeté, l'humanité. Grand sujet pour l'espace étroit d'un discours; je ne ferai que l'effleurer. Heureux si tout en marchant vite, je peux répandre quelques vérités qui, sorties de la pratique et de l'expérience, sont quelquefois plus utiles et plus sûres que les théories, toujours un peu suspectes de ne pouvoir se plier à la réalité.

J'ai besoin d'avertir que je n'entends adresser de leçons ni surtout de critiques à personne. L'autorité de mes fonctions peut en attacher quelques-unes à mes paroles; mais je ne veux être ici qu'un collègue vous apportant ses réflexions; elles provoqueront les vôtres dans nos entretiens, et ainsi reviendra à l'orateur tout le fruit de ses paroles.

Je ne chercherai point dans les incertitudes de l'histoire l'origine plus ou moins éloignée d'une magistrature chargée d'exercer seule l'action publique. Cette origine, quelle qu'elle soit, est grande. Comme la société ne vit que pour l'ordre, à la fois moyen et but de son existence, et que l'ordre ne s'obtient et ne se conserve que par la répression du mal, l'idée d'une puissance investie du droit de provoquer cette répression est belle et éminemment sociale. Ce fut un pas dans la civilisation. Mais l'institution, comme tout ce qui commence, fut d'abord incomplète. Quoiqu'elle eût pour objet l'intérêt général, on permit que l'intérêt particulier vint s'y mêler. L'action privée, rarement exempte de prévention et d'animosité, put venir partager le mouvement de l'action publique, qui doit être grave et calme comme la loi qu'elle provoque. Sans doute on crut rendre celle-ci plus vigilante et plus active; on ne fit que l'affaiblir en lui ôtant sa liberté, que la corrompre en lui ôtant son impartialité.

Ses mouvements étaient gênés, ses limites étaient restreintes; elle ne pouvait atteindre indistinctement tous les crimes, tous les délits, comme si toute infraction à l'ordre n'était pas contraire à l'intérêt de tous! Mais arriva un jour, mémorable pour la justice, rassurant pour la société, où il fut dit : l'action publique repose dans sa plénitude aux mains d'un magistrat qui peut être averti, jamais contraint par les particuliers. Son action est spontanée, indépendante : on ne la fait libre, on ne l'affranchit de toute passion, de toute impulsion étrangère que pour la rendre plus juste. On ne la fait absolue, universelle, on ne détruit devant elle le privilège de certains crimes que pour anéantir l'arbitraire et ramener la société tout entière sous le niveau d'une même justice. Ainsi, dans ce que j'appellerai cette seconde et glorieuse origine du ministère public, dans sa puissance agrandie, émanée, je lis son premier devoir, l'impartialité de son action.

Si nous voulons aussi étudier les mœurs de notre époque, les admirables changements opérés en peu d'années, la barbarie s'effaçant par degrés de nos Codes, les lois, comme il arrive toujours, s'élevant au niveau des mœurs, devenant douces, humaines comme elles, se dégageant de toute passion, de toute colère, nous comprendrons quelles lumières nous en pouvons tirer pour l'exercice de cette action, qui n'est après tout que le mouvement imprimé à la loi pénale.

Oui, Messieurs, dépositaires de ces armes redoutées, nous devons nous féliciter avant tout de ce qu'elles ne peuvent plus être que les instruments d'une justice éclairée, de ce qu'en frappant les coupables elles n'outragent plus l'humanité. A cette pensée, je bénis mon siècle, ses lumières bienfaisantes, et cette loi de la providence, qui veut que la nature humaine aille toujours en s'éclairant. Mais, quels que soient nos progrès, nous avons encore nos erreurs, qui tiennent peut-être à ces progrès mêmes. Garder une mesure, je ne dis pas dans le mal, mais dans le bien, est chose difficile, et, comme au temps où les mœurs ne se révoltaient pas contre les supplices, la barbarie de la loi, s'irritant dans son cours, semblait vouloir lutter d'atrocité avec le crime; de même aujourd'hui, le sentiment de l'humanité, poussé au-delà des justes bornes, se dénature et devient une faiblesse immorale. Il semble que la haine des faits s'attiedisse! je ne sais quelle indifférence raisonneuse a pris la place de l'indignation légitime qu'ils inspirent à tout honnête homme! Autrefois l'esprit fort se signalait par le mépris de la religion; ce délire a passé, et la religion ainsi méprisée en a grandi pour les âmes sérieuses. Aujourd'hui, l'esprit fort aime à se singulariser par une certaine familiarité qu'il accorde aux grands coupables. C'est de l'intérêt, de la pitié, que dis-je? une protection déclarée, qui brave le scandale. Ces philanthropes si tendres aux misères humaines, quels sentiments réservent-ils donc à la victime? Ils n'y songent pas! je me trompe, quelquefois ils l'outragent! ils la calomnient jusque dans sa tombe, pour justifier l'assassin! Mais sur qui tombera leur indignation? sur la société, qui n'a pas su compren-

dre et tourner à son profit cette forte nature; c'est ainsi qu'ils appellent un lâche et cruel meurtrier!... Je m'arrête, la gravité de cette assemblée doit contenir le sentiment qui s'élève en mon âme; je ne dis plus qu'un mot. Sans doute les auteurs de cette abominable indulgence ne savent pas tout le mal qu'ils font. Ce n'est pas seulement le châtement pénal qui doit s'attacher au crime; c'est l'horreur, le délaissement, dont, au fond, il se sent digne. S'il vous voit, vous hommes du monde, et quelquefois ses illustrations, franchir l'abîme qui vous sépare de lui, s'il est l'objet de vos empressements et d'une curiosité qui l'étudie de sang-froid, pour ne pas dire avec faveur; comme l'orgueil est l'élément de ces âmes perverses, le coupable alors se rassure, il relève la tête, il accepte le rôle que vous lui donnez, il jouit de sa célébrité; et, au lieu de se sentir écrasé du poids de l'horreur publique, au dernier jour il rêve la gloire de la poésie, et se promet des admirateurs! Cependant l'exemple est contagieux; le crime devient une carrière qui a ses héros. Ainsi la morale publique est profondément outragée; la société s'alarme de ce renversement inouï. C'est alors au ministère public, quand ses fonctions lui en offrent le devoir, à relever d'une main ferme le flambeau de la morale et de la raison, à terrifier le crime, à l'abattre tremblant aux pieds de la justice, et à faire rougir, s'il le peut, de leur égarement, ou peut-être de leur spéculation, ses déshontés apologistes. (Mouvement.)

« Ainsi, Messieurs, l'action publique se dégageant de ses entraves primitives, de toute passion étrangère, s'élevant à la haute mission d'un pouvoir impartial et tutélaire; recevant des mœurs l'enseignement de la douceur et de l'humanité; puis, corrigeant elle-même les mœurs qu'une philanthropie fastueuse, intéressée, fautive monnaie de l'humanité, énerve et démoralise; voilà ce que j'ai tenté d'indiquer jusqu'ici. Après ce coup d'œil jeté sur les principes les plus importants de l'action publique, suivons un peu sa marche... »

Après avoir retracé les devoirs pénibles et consciencieux du juge d'instruction, M. le procureur-général expose ceux du président d'assises :

« ... Le président, chef et maître du débat, le gouverne à son gré; investi d'un pouvoir presque illimité pour découvrir la vérité, il exerce, dans cette espèce de dictature judiciaire, les fonctions les plus graves, peut-être les plus difficiles que la loi puisse confier à aucun citoyen. Le succès est la marque d'un mérite éminent. Voyez en effet que de qualités supérieures il suppose. Avant tout, le président possède une connaissance profonde et détaillée des lois et de la jurisprudence criminelle. Cette science bien digérée et assurée sa marche; elle lui donne la certitude d'édifier solidement son œuvre, en sorte qu'elle ne viendra pas s'écrouler devant l'inflexibilité tutélaire de la loi. La fermeté de son caractère qui se révèle dans un langage précis et grave, une dignité naturelle et douce qui n'a rien de raide ni d'affecté; une certaine sobriété de paroles au milieu de tant de paroles inévitables, tout en lui commande le respect et la confiance. Le sentiment profond de son devoir lui inspire une convenance parfaite en tout et envers tous; prévenant mais digne avec les jurés, sans empressement obséquieux, il ne montre que le désir de leur aplanir la voie de la vérité; jamais de brusquerie, même quand sa patience est éprouvée par des questions inutiles et répétées; sa douceur, qui éclaire et modère tout, gagne plus de temps et avance plus les choses que l'impatience qui rejette et irrite; jamais dur ni outrageant envers l'accusé; équitable et ferme à la fois, facile jusqu'à la bonté, pour la défense, et plein d'égards pour son organe. Si quelque personnage important paraît devant lui comme témoin, il sait marquer de la déférence, mais il n'abaisse devant personne la majesté de la justice; il domine avec politesse. Naguère encore, je voyais tous ces mérites se déployer brillamment sous mes yeux, et vous, Messieurs, qui comptez aussi parmi vous des modèles, vous n'avez pas le droit d'être incrédules à ces perfections. Permettez-moi d'en signaler encore quelques traits.

L'interrogatoire de l'accusé a une grande importance dans les affaires graves; il en sort ordinairement beaucoup de lumière pour toute la suite du débat. C'est là que le président, par la précision, l'enchaînement lumineux de ses questions, montre qu'il ne connaît pas seulement le dossier de l'affaire, mais qu'il connaît aussi l'accusé; qu'il a étudié son caractère, ses habitudes, ses passions, et tout ce qui aurait pu le porter au crime. Il le presse, mais avec calme et modération; il ne le gêne pas par des arguments subtils et qui auraient un air d'embûche et de surprise; il provoque ses explications, il les constate, il les pose comme pierres d'attente; il n'oublie pas combien, avec des questions méditées, il est facile d'embarrasser un homme à qui la présence d'esprit, la mémoire peuvent manquer, que sa position glace d'effroi, que le contact de ce banc funeste terrifie. Cette modération, cette loyauté, loin d'amortir la recherche de la vérité, ne la rend que plus facile et plus sûre; elle dispose favorablement l'esprit du jury; elle lui donne confiance; il s'associe à ce qu'il approuve.

« La manière d'interroger un témoin demande aussi beaucoup de tact, de convenance, une grande connaissance du cœur humain. Il faut avant tout recevoir sa déposition et le laisser parler lui-même. Les questions n'arrivent qu'avec les omissions ou les réticences, et alors commence un travail quelquefois difficile, pour faire en quelque sorte tomber la vérité de la conscience qui la retient et la cache. Le magistrat habile pénètre le motif qui gêne ou domine le témoin, et il lui fait voir qu'il le pénètre; il le presse, non par la menace légale, moyen extrême et dont il faut être averti; mais d'abord par la sainteté du serment, lien qui n'est pas encore tout à fait sans force. Il est peu de ces âmes endurcies que n'ébranle pas la crainte d'insulter Dieu pour tromper les hommes. Puis, il lui adresse des questions nettes et tranquilles, auxquelles il ne lui permet pas d'échapper. Interroger tranquillement un témoin, sans raideur, sans trop de solennité, est souvent un grand moyen de le faire parler. Il ne cherche point à arracher brusquement la vérité qu'il entrevoit; il n'arrive pas tout d'un coup à la question essentielle; il ne la présente que quand le témoin ne peut plus l'échapper, et qu'il s'est mis dans un certain mouvement de réponses spontanées; c'est alors que celui-ci parle et révèle de lui-même ce que peut-être il s'était promis de dissimuler. Je le répète, c'est un art délicat que de savoir interroger; l'homme d'esprit s'y montre; jamais il ne tombe dans ces questions oiseuses qui allanguissent l'attention du jury toujours tendue vers quelque chose d'utile... »

« Je n'ai rien dit encore de l'impartialité du président; c'est qu'il est presque inutile de parler d'une vertu tellement nécessaire, tellement radicale, que sans elle il n'y a pas de justice. Que serait un débat où du côté de son chef l'intérêt de l'accusé et celui de la société ne seraient pas en sûreté? Mais cette impartialité, quelle est-elle? Est-elle timide, incertaine, incrédule en face de l'évidence, af-

fectant le doute quand personne ne le partage, tremblant de donner à quoi que ce soit couleur ou réalité? Non, il s'en faut bien : l'impartialité, c'est le travail pour la manifestation de la vérité. Loin de tout éteindre par de faux scrupules, elle porte partout la lumière; loin de tout niveler dans la crainte de faire ressortir quelque chose, elle met en relief tout ce qui est digne d'intérêt et de remarque; en un mot, le président est là pour faire sortir la vérité du débat, pour la montrer, pour la maintenir telle qu'elle en est sortie. Il ne la défend pas de son opinion personnelle, il ne l'impose pas, mais il la présente à tous, et sous toutes ses faces. Telle est son impartialité, œuvre de son intelligence et de sa volonté, et comme on le voit, toutes ses autres qualités y concourent. C'est dans le résumé du procès qu'elles brillent de tout leur éclat; c'est là qu'on attend le président et qu'il a aussi son éloquence. J'insiste sur ce mot, car c'est de l'éloquence, et même très rare, que ce talent qui résume sans affaiblir et sans omettre; qui ôte à la vérité les ornements dont on l'a parée, mais rien de sa force; qui remplace tout dans son jour; qui s'abstient de rien dire de nouveau, si ce n'est quand le devoir l'exige, et pourtant semble tout rajeunir par une lumière pure et limpide qui repose le jury, battu par le choc des témoignages et de la lutte oratoire; qui le calme et le dispose au recueillement où il va entrer. Oui, Messieurs, c'est un beau talent que celui-là, et qui couronne dignement une belle œuvre; on a raison d'attacher tant d'importance à ces fonctions. La décision du jury, si grave pour l'humanité, et qui quelquefois touche si intimement à l'avenir des choses de l'Etat, cette décision dépend beaucoup de la juste et ferme impartialité du magistrat qui préside. Je vais parler maintenant du ministère public.

« Avant d'élever la voix dans le débat, il se fait entendre dans l'acte d'accusation; préluce important, quoique l'intérêt en disparaît bientôt dans la vivacité du drame qui va se développer.

« Que cet acte doive être écrit simplement, sans négligence ni recherche; que les faits et les preuves doivent y être présentés avec clarté et force, c'est ce que veulent le bon sens et le goût. Toutefois ces qualités, si simples qu'elles paraissent, ne se rencontrent pas toujours. L'acte d'accusation, qui ne doit être que le résumé fidèle de l'instruction, on veut en faire un morceau d'éloquence, on y prodigue des considérations dont le moindre défaut est de prouver peu de chose contre l'accusé. Une austérité grave et calme a plus d'empire et de persuasion. En outre, il ne faut pas oublier qu'on parle ici avant le débat qui peut modifier ou même détruire les preuves écrites, et l'on doit prendre garde de s'appuyer avec trop d'assurance sur ce qui est encore fragile... »

« L'accusation ainsi établie et bien éclairée par le débat, comment le ministère public la soutiendra-t-il? Quelles sont ses règles, quel est son devoir, le caractère de son langage? Je répète que j'expose ici simplement mes pensées, qu'il ne s'agit ni de leçons ni de préceptes. Je ne veux que la justice; je souhaiterais qu'elle se rapprochât, autant que le permet la faiblesse humaine, de son type éternel, la justice divine; dont la révélation est dans notre conscience. Qu'on m'oublie dans ce que je vais dire, comme je m'oublie moi-même.

« Il me semble que le ministère public s'est fait quelquefois une fautive idée de sa mission : on l'a vu se livrer à une certaine fougue accusatrice, qui devenait le ton habituel de ses discours. Cette véhémence aveugle, dont certains talens de grande renommée n'ont pas toujours été exempts, a pu emporter quelquefois des décisions (plaise à Dieu qu'elles aient toujours été équitables!). Aujourd'hui elle n'aurait plus d'effet, elle est tombée dans le discrédit; elle est odieuse quand elle n'est pas ridicule. Nous ne venons pas sur ce siège redouté pour y déployer de l'ardeur et de l'emportement; nous y venons pour être juste. L'intérêt qui nous y appelle doit incessamment nous avertir de notre devoir, c'est l'intérêt de la société; c'est elle qui accuse par notre bouche. Elle accuse quand il y a lieu d'accuser; elle accuse avec force, avec indulgence, selon le caractère des faits. L'intérêt de la société, c'est qu'on soit vrai, que chaque chose soit appréciée à sa valeur, pesée à son poids, sans exagération ni faiblesse. Pénétrons-nous avant tout de cette pensée qui paraît si simple, mais qui, je ne crains pas de le dire, est le résumé de nos devoirs et le secret du talent.

« Le grand orateur de la Grèce a dit, dans les discours qui est son chef-d'œuvre, que le citoyen qui venait parler sur les affaires de la patrie, devait, avant tout, élever son âme à la hauteur de son sujet, ou plutôt, car son expression est beaucoup plus noble et plus énergique, qu'il devait revêtir le génie d'Athènes. Je dirai de même que l'organe de l'action publique, qui vient parler au nom et dans l'intérêt de tous, doit, avant tout, élever son âme à la hauteur de sa mission, et pour rappeler la belle parole du Grec, qu'il doit revêtir le génie de la justice.

« Ne croyez pas que j'entende par là une solennité perpétuelle dans la personne et le langage; non; la dignité extérieure est beaucoup sans doute; mais qu'elle soit simple et naturelle, elle sera toujours convenable; c'est avant tout à la dignité du fond qu'il faut penser. Or cette dignité, c'est une constante et ferme volonté de ne dire rien que de vrai, et de dire tout le vrai. Quoi! ce qui sera en faveur de l'accusé, le ministère public devra le dire; l'accusé n'a-t-il pas son défenseur? Oui certes, il le devra; mais il ne défend pas l'accusé; il défend quelque chose d'infiniment supérieur, la vérité. Il ne dissimule rien, il ne voile rien; il concède tout ce qui doit être concédé, et, la part ainsi faite, il accuse s'il y a lieu d'accuser; sinon, il s'abstient, et il en déduit les raisons. S'il arrive au doute, il déclare le doute, il ne recule devant aucun résultat. Ah! gardez-vous de croire que cet équilibre et sincère examen affaiblit la puissance du ministère public; il la centuple; il lui soumet les consciences, il lui gagne les cœurs. C'est alors qu'il entraîne, quand il semble à peine vouloir diriger; qu'il domine par un sentiment auquel les hommes ne résistent pas; c'est l'âme qui parle à l'âme.

« Oui, dira-t-on, ce langage simple, cette onction pénétrante du magistrat impartial, ne l'a pas, ne la trouve pas qui veut. Vous demandez comme chose ordinaire ce qui est le talent même et parait le comble de l'art. — Je sais qu'en éloquence comme en style le simple est le plus difficile et le plus rare, comme l'emphatique et le théâtral est le plus facile et le plus facile; qu'on ne peut dire à personne : soyez éloquent, et soyez-le de telle manière, que cet heureux don ne s'acquiert pas par l'étude. Non, ne tentez pas l'éloquence si vous n'êtes pas né pour elle; ne cherchez pas à émouvoir si votre âme elle-même facilement émue ne sait communiquer le feu de sa conviction. Ne prenez point pour de l'éloquence cette chaleur de tête, cette éloquence du corps, comme l'appelle Buffon, qui s'exhale en cris, en gestes violents, qui est assourdissante, dont on souhaite la fin comme d'une fatigue corporelle. N'affectez rien, soyez vous-même; l'affectation ne montre que l'impudence. Mais

à moins que votre nature ne soit tout-à-fait ingrate, la droiture de vos intentions, le naturel de votre parole, si peu ornée qu'elle soit, aura une puissance à laquelle vous ne vous attendez pas. Le bon sens n'est pas l'éloquence, mais il en est le premier degré.

Qu'il craigne d'aborder notre siège, ce froid déclamateur qui se complait dans le vide de ses périodes emphatiques, et ne sait pas encore que l'éloquence, c'est une âme passionnée, élevée, et une parole simple. Il l'apprendra par d'amères défaites. La chute d'un orateur prétentieux, qui entreprend au delà de ses forces, est peu de chose; mais ce qui est beaucoup, c'est que la justice dont les graves intérêts lui sont confiés, tombe avec lui, et que tout périclite dans ses débiles mains; c'est que la société qui, dans les grands jours de la justice criminelle, peut s'instruire beaucoup, ne reçoit pas de l'orateur impuissant ces leçons si utiles et si efficaces quand elles sortent de l'exemple, vives et terrifiantes.

J'ai demandé au ministère public d'être juste, rigoureusement juste; il peut aller plus loin ou pour mieux dire plus haut. Il peut, il doit être généreux et grand. Qu'il ne se relâche jamais de son devoir; qu'il ne pardonne pas, il n'en a pas le droit; mais qu'il ne soit pas non plus sans pitié ni miséricorde; il ne lui est pas défendu de faire quelquefois bémol sur son équité. Une âme toujours âpre, toujours tendue aux conseils les plus durs, un visage de glace que jamais aucune émotion n'anime, croyez-moi, ce n'est pas là l'image de la justice. La bonté que Dieu, comme le dit si noblement Bossuet, a mise dans la première de nos entrailles de l'homme, ne doit pas être bannie des nôtres. Bien loin d'énervier la justice, elle ajoute, par le contraste même, une puissance terrible à la sévérité. Vous verrez si ce magistrat compatissant à la faiblesse et au repentir sait frapper d'une parole foudroyante le front audacieux du coupable! Vous verrez si de ces mains qu'il a su tendre aux malheureux, de puissants athlètes, au jour des grandes luttes, pourront lui arracher ses armes de combat! Il frappe de trop haut, ils ne peuvent l'atteindre!

Il me reste à vous parler de deux parties bien importantes dans le débat, du rôle de l'avocat et de celui du jury, sujets si étendus et si féconds, que pour peu que j'y pénétrasse, je serais entraîné au-delà des bornes que doit me fixer votre patience. Comme je ne veux en ce moment qu'indiquer les devoirs de chacun, pour composer l'ensemble de cette justice parfaite que nous cherchons, il est aisé de présenter une esquisse rapide. Je n'ai donc pas à m'étendre sur les qualités de l'avocat qui vient à la Cour d'assises remplir un devoir quelquefois si éclatant, le plus souvent si épineux, mais toujours soutenu d'un juste intérêt. Ces ressources merveilleuses qu'il déploie, cette souplesse d'esprit, cette chaleur d'âme qui l'élève à la plus touchante éloquence, quel regret de ne les pouvoir peindre ici! Qu'il m'eût été doux de représenter les triomphes d'une profession qu'on ne peut avoir connue sans l'aimer toujours, comme on aime les beaux jours de sa jeunesse. Au lieu de ces brillants tableaux je vais offrir un point de vue qui peut-être semblera sévère, mais que je crois vrai et utile.

Rien n'est plus rare que l'innocence sur le banc des accusés; la raison en est dans les précautions aussi sûres que multipliées que la loi a prises pour prévenir ce malheur; je n'ai pas besoin de les énumérer ici. Sans doute quand le défenseur tombe sur cette innocence si fatalement méconnue, c'est le plus beau rôle que son éloquence puisse rencontrer, si toutefois le ministère public le lui laisse et ne le devance pas dans ce devoir. Mais puisqu'enfin l'exception est si rare, il faut reconnaître que tous ceux que la justice, après maint examen, envoie sur le banc de l'ignominie, viennent s'y asseoir sous le poids de charges plus ou moins graves. Dans ce cas, le parti que droit prendre l'avocat de me semble douteux, ni pour sa propre dignité, ni pour le salut de sa cause. Il s'établit sur le terrain du doute; je dis un doute, sérieux, loyal, et non le doute où se joue un esprit captieux et subtil, au mépris de sa conscience qui murmure tout bas.

Les ressources qu'il trouve dans ce rôle, honorable parce qu'il est sincère, sont infinies. La discussion des témoignages souvent incertains et contradictoires, l'étude des faits nuancés de tant de couleurs, se prêtant à des aspects si variés, la situation de l'accusé, sa famille, ces sources de larmes et de pitié que le jury semble ouvrir de lui-même, tout cela est pour le défenseur une carrière féconde où il se déploie, où il brille, où il sauve, sans que la justice puisse se plaindre. Inspirer le doute, c'est là son art et son triomphe, et sa cause est gagnée s'il n'a pas en tête un magistrat qui sache détruire le prestige du talent, raffermir la vérité ébranlée, et par un dernier et décisif effort la fixer dans l'âme du jury. La justice criminelle qui roule sur les plus grands intérêts de l'humanité et de l'Etat, ne doit être à la merci du talent de personne.

Telle devrait être la pensée constante du jury. Ici, Messieurs, tous les préceptes, comme la science morale elle-même, peuvent se réduire en une ligne : *juger selon sa conscience*; tout est là.

Il est un point de nos lois nouvelles, d'une application délicate et où l'on s'égare souvent; vous entendez que je parle des circonstances atténuantes, ressource admirable d'indulgence et d'équité, mais qui trop souvent (les exemples parlent) énerve le jury, le rend timide, déserteur de son devoir et des intérêts de la société. L'abus est tellement signalé, qu'il serait presque inutile d'en parler. Le jury est une institution qui a un tel besoin de vérité, c'est une application si pure de la conscience humaine, qu'on n'y peut souffrir d'altération. On dit souvent : le jury est souverain; je crains que ceux qui répètent ce mot ne l'entendent pas bien. Si l'on prétend que le jury est indépendant, qu'il ne relève d'aucun pouvoir, on a raison; mais si l'on entend qu'il peut justement, et sans violation d'aucune loi morale, faire tout ce qu'il lui plaît; déclarer non, quand l'évidence crie oui, on se trompe gravement. Le juré, comme pouvoir, est libre; comme conscience, il est enchaîné à la vérité. Ce principe n'admet ni interprétation ni subterfuge. Chose étrange! on se croit permis, sur un siège de juge, et sous le joug du serment, ce qu'on ne voudrait pas se permettre dans le monde, dans un entretien familial : on viole la vérité! Et s'il faut le dire, la main sur le cœur on ment par verdict, c'est-à-dire par la parole vraie. Non, sans doute, pour faire mal ni pour nuire; au contraire, la bonne intention est précisément ce qui égare. On veut faire au-delà de son devoir et l'on s'en écarte. Certes la triste et faible humanité ne dira pas qu'elle est aujourd'hui traitée avec trop de barbarie. Tout le monde pardonne : le jury, en écartant, quand il le peut, tout ce qui aggrave, et en admettant, souvent quand il ne le peut pas, tout ce qui atténue. Le magistrat, autrefois réputé si sévère, se laisse aller à l'exemple, et renchérit sur le pardon du jury. Le droit de grâce, qu'il faudrait respecter et laisser à la source où il réside, n'y demeure plus intact; il est trouqué, mutilé par ces usurpations; on empêche jusque sur ce droit. Cependant, Messieurs, à la générosité avec laquelle il s'exerce, on le croirait entier, et il n'en est que plus admirable..... »

JUSTICE CIVILE.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

(Présidence de M. Ledoux.)

Audience du 4 novembre.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — TIERS-ORTEURS. — RÉGULARITÉ DU TITRE.

Si la provision aux mains du tiré appartient au porteur d'une lettre de change, ce principe ne peut recevoir d'application que lorsque la lettre de change est régulière.

Une traite portant la mention : Non susceptible d'acceptation, n'a pas le caractère d'une lettre de change.

Le Tribunal, sur les plaidoiries de M^{es} Eugène Lefebvre de Vief

ville pour MM. Linneville, Lelièvre et compagnie, et de M^e Chale pour M. Lepescheur Duhaubourg, a prononcé le jugement suivant :

« Attendu que si après une jurisprudence longtemps incertaine, les Tribunaux reconnaissent maintenant que la provision aux mains du tiré, est à juste titre réclamée par le tiers-porteur, comme ayant fourni valeur du montant de la lettre de change, il faut cependant pour condition première, que la lettre de change soit régulière en son contexte, et se renferme strictement dans les termes tracés par les articles 110 et suivans du Code de commerce; qu'il faut en outre qu'il y ait affectation spéciale de la provision, mais que ces deux conditions manquent également dans la cause, en ce que, d'une part, le tireur, tout en donnant aux titres représentés la dénomination de lettre de change, en a, si ce n'est altéré, au moins modifié tellement le contrat, en insérant les mots *non susceptible d'acceptation*, qu'il a ainsi ôté aux bénéficiaires et porteurs à venir toute apparence de provision, car si, aux termes de l'article 117 du Code de commerce, l'acceptation suppose la provision, le porteur du titre présenté n'a pu même prétendre à cette supposition de provision, puisqu'il était averti par la mention *non susceptible d'acceptation* ;

« Qu'en effet le Tribunal ne peut voir, dans les titres représentés, des lettres de change, car l'acceptation, un des élémens constitutifs et essentiels, y est interdite;

« Qu'on ne saurait trop blâmer de pareilles modifications qui ne tendent qu'à la destruction des principes posés par la loi, et à faire perdre au contrat de change la confiance qu'il inspire, en exposant ainsi le porteur à des exceptions et discussions qui ne doivent jamais lui être imposées;

« Attendu que le contrat de change portant déjà en soi une exception à la règle commune, mais dont les termes ont été définis par la loi, ne peut ainsi être livré à l'arbitraire du tireur;

« Attendu d'ailleurs que Linneville, Lelièvre et compagnie n'avaient pas provision avec affectation spéciale; que s'ils sont actuellement débiteurs de plus fortes sommes, ce n'est que par suite de l'apurement du compte courant qui n'était pas liquidé lors de l'échéance des titres représentés;

« Par ces motifs, le Tribunal déclare le demandeur non recevable dans sa demande et le condamne aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle);

(Présidence de M. le baron de Crouseilles.)

Audience du 7 novembre 1839.

AFFAIRE CASABIANCA. — RENVOI A UNE AUTRE AUDIENCE DE LA MÊME SESSION. — FORMATION D'UN NOUVEAU JURY. — DROIT DE RECUSATION.

Lorsqu'un accusé a exercé son droit de récusation, et que l'examen de l'affaire a été commencé, la Cour d'assises ne peut plus prononcer, sur les réquisitions du ministère public, le renvoi de l'affaire à une autre audience de la même session.

Ange-Mathieu Casabianca s'est pourvu contre un arrêt de la Cour d'assises de la Corse qui le condamne à vingt ans de travaux forcés pour crime d'assassinat. Les débats devaient s'ouvrir le 28 août devant la Cour d'assises. La Cour avait procédé régulièrement à la composition du jury et l'accusé et le ministère public avaient exercé leur droit de récusation. Le président avait rempli les formalités prescrites par les art. 310, 311, 312 et 313 du Code d'instruction criminelle, lorsque le ministère public se levant tout à coup demanda à la Cour un délai pour produire de nouveaux témoins. Le défenseur de l'accusé s'y oppose; un débat s'élève et la Cour rend un arrêt ainsi conçu :

« Considérant que les dépositions des nouveaux témoins que le ministère public se propose de produire peuvent jeter une plus grande lumière dans l'affaire; que dès lors il est de l'intérêt de la justice de les faire comparaitre le plus promptement possible, sans prolonger davantage le jugement de l'accusé; la Cour renvoie à cet effet le jugement de l'affaire à l'audience qui aura lieu samedi prochain 31 courant. »

A l'audience du 31 août, au moment où la Cour allait procéder à la formation d'un jury autre que celui formé le 28, le défenseur de l'accusé prend des conclusions par lesquelles il s'oppose formellement à ce qu'un nouveau jury soit formé.

La Cour rend un second arrêt par lequel :

« Attendu que par arrêt du 28 courant, le jugement de l'affaire Casabianca a été renvoyé à ce jour, non pas en continuation, car les débats, qui d'ailleurs n'étaient pas encore ouverts, n'auraient pu être suspendus que pour le repos des juges ou des jurés, mais que ce renvoi n'a été prononcé que pour donner au ministère public le temps matériel pour faire assigner et comparaitre les témoins par lui désignés; que par suite de ce renvoi le jury de jugement a été dissous, et que dès lors il y a lieu de procéder à la formation d'un nouveau tableau des douze jurés de jugement; la Cour, sans s'arrêter aux conclusions de l'accusé, ordonne qu'il sera procédé à un nouveau tirage des douze jurés de jugement. »

En conséquence, il a été procédé à une nouvelle formation du jury de jugement, et Casabianca, déclaré coupable de complicité d'assassinat, a été condamné à vingt ans de travaux forcés.

M^e Th. Chevalier, chargé de soutenir le pourvoi de Casabianca, a rappelé que la Cour, dans l'arrêt Dehors (Daloz, 1835, I, 353), avait statué « qu'il résultait de la combinaison des articles 353, 405 et 406 du Code d'instruction criminelle que la formation du tableau et les débats sont indivisibles dans l'affaire qui en est l'objet; d'où il suit que les Cours d'assises ne peuvent annuler les uns et conserver les autres. » Il a soutenu que l'affaire ayant été, non pas renvoyée à une autre session, mais continuée à une autre jour de la même session, il y avait lieu pour les jurés désignés le 28 de continuer leurs fonctions le 31. Il a terminé en présentant cette considération grave que l'accusé pourrait être forcé d'accepter pour juges, lors de la formation du nouveau jury de jugement, des jurés qu'il aurait récusés la première fois.

M. l'avocat-général Hello a combattu ce système et a conclu au rejet.

La Cour, au rapport de M. le conseiller Gilbert des Voisins et après un long délibéré en la chambre du conseil, a cassé et annulé les débats par un arrêt que nous ferons connaître ultérieurement.

Bulletin du 7 novembre 1839.

La Cour a rejeté les pourvois :

1^o De Pierre Michelon, condamné aux travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises de la Mayenne, comme coupable du crime de vol;

2^o De Jean Simon, condamné à la même peine (Corrèze), incendie;

3^o De François Bourges (Mayenne), dix ans de réclusion; vol;

Sur le pourvoi de Marie Bacquey, contre un arrêt de la Cour d'assises de la Gironde, qui la condamne à cinq ans de réclusion pour vol, la Cour a cassé et annulé cet arrêt pour violation de l'article 257 du Code d'instruction criminelle, par le motif que M. Fabre de Rieunègre, conseiller, qui avait concouru à l'arrêt de la chambre

des mises en accusation, a fait partie de la Cour d'assises qui a condamné cette accusée.

Sur le pourvoi de Barthélemy Simoni et la plaidoirie de M^e Rigaud, son avocat, et pour violation des articles 335 et 408 du Code d'instruction criminelle, elle a cassé un arrêt de la Cour d'assises de la Corse qui l'avait condamné à cinq ans de réclusion, comme coupable de coups et blessures ayant occasionné la mort, mais sans intention de la donner.

Sur la demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, devant une autre Cour d'assises que celle du département de la Corse, formée par les sieurs François-Albin Pourcelot, Romano Romani, Jacques Benso et Augustin Paoli, capitaine et préposés marins à la résidence de Bastia, de la procédure instruite contre eux à raison de la collision qui aurait eu lieu dans la journée du 20 mai dernier, entre les susnommés et une partie des habitans de Bastia, la Cour de cassation, avant faire droit, a ordonné la communication de cette demande au procureur général à la Cour royale de Bastia, qui donnera son avis motivé, et transmettra les pièces du procès, pour, sur le vu du tout, être ensuite par la Cour statué ce qu'il appartiendra.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE ROUEN.

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Letourneur. — Audience du 6 novembre.

DISCUSSIONS ENTRE DEUX AVOCATS. — VOIES DE FAIT COMMISES A L'AUDIENGE PAR L'UN D'EUX CONTRE SON CONFRÈRE.

Nous avons rendu compte du procès intenté par la Société des gens de lettres au *Mémorial de Rouen* à l'occasion d'articles et de feuilletons qui auraient été reproduits par ce journal sans l'agrément des auteurs. Le *Mémorial* rendit également compte de ce procès, et il paraît qu'un des membres de la Société des gens de lettres, M. Emmanuel Gonzalès, crut avoir à se plaindre des termes dans lesquels ce compte-rendu avait été présenté.

Il adressa donc à ce sujet une lettre au *Mémorial*, qui refusa de l'insérer.

Par suite de ce refus, M. Rivoire, gérant du *Mémorial de Rouen*, a été assigné, à la requête de M. Gonzalès, devant le Tribunal correctionnel de Rouen : M. Gonzalès avait de plus, à raison du même compte-rendu, porté une plainte en diffamation.

C'est hier que l'affaire a été appelée. M^e Daviel, avocat du plaignant, et M^e Destigny, avocat du *Mémorial*, étaient au barreau.

Au moment où les débats allaient commencer, M^e Daviel se lève et déclare qu'il s'oppose à ce que M^e Destigny prenne la parole au nom du *Mémorial*, attendu, dit-il, qu'une décision du conseil de discipline de l'Ordre lui enlevait ce droit.

A ces mots M^e Destigny proteste vivement par un démenti contre une pareille allégation.

M^e Daviel insiste en ajoutant même quelques observations personnelles à son confrère.

M^e Destigny, qui paraît en proie à une vive irritation et que ces nouvelles paroles ont exaspéré davantage encore, saisit un livre placé sur la barre et le jette vivement à la tête de M^e Daviel.

Après un moment donné au trouble que ce pénible incident a jeté dans tout l'auditoire, M. l'avocat du Roi se lève et requiert qu'il plaise au Tribunal faire dresser procès-verbal des faits qui viennent de se passer et procéder immédiatement au jugement du délit commis dans l'enceinte du Tribunal.

Le Tribunal faisant droit à ces réquisitions, a condamné M^e Destigny à un mois d'emprisonnement.

M^e Destigny a immédiatement interjeté appel de ce jugement.

CHRONIQUE.

PARIS, 7 NOVEMBRE.

M. Orsini, prêtre venu de la Corse à Paris pour connaître le sort réservé au pourvoi de Casabianca (v. plus haut *Cour de cassation, ch. crim.*), a fait distribuer avant l'audience une lettre adressée aux magistrats composant la chambre criminelle de la Cour de cassation. M. Orsini dit dans cette lettre qu'il arrive du village de Bisinchi où s'est passée la scène de vendetta qui a mis fin aux jours de Vignali (Rutilio). L'assassin Valeri a pris la fuite et s'est réfugié dans les montagnes pour y mener la vie de bandit. Casabianca, qui accompagnait Valeri au moment de l'assassinat, a été, comme nous l'avons dit plus haut, traduit devant la Cour d'assises de la Corse et condamné comme complice de l'assassinat de Vignali à vingt ans de travaux forcés. Voici, suivant M. Orsini, comment les faits se seraient passés.

Deux jeunes gens sortaient ensemble de l'Eglise et faisaient route en causant. L'un était ivre, l'autre était un garçon presque idiot et si facile à effrayer, qu'il n'ose coucher, le soir, dans un bois sans son père, par crainte des esprits et des revenans. Le premier de ces hommes était Valeri, le second, l'idiot, était Casabianca, dont la poltronnerie est notoire dans le village. Vignali passe et ne salue pas Valeri; celui-ci tire précipitamment un pistolet qu'il portait sur lui, selon l'usage des Corses qui ne sortent jamais sans armes, il ajuste Vignali et le tue. La détonation et le meurtre commis sous ses yeux épouvantent Casabianca qui prend la fuite et qui est condamné peu de temps après comme complice de l'assassinat de Vignali.

Tels sont, suivant le récit de M. Orsini, les faits de cette affaire. M. Orsini connaît les deux familles Valeri et Vignali, dont la vendetta a déjà fait couler beaucoup de sang. Il est le cousin-germain de la victime, et il dit qu'en implorant justice pour le malheureux qui a succombé sous le poids d'une fausse prévention, il n'a fait que remplir le dernier vœu de Vignali.

Les sieurs Bouyer frères étaient accusés de s'être concertés pour escroquer de l'eau-de-vie achetée par l'un d'eux, mais payable au domicile de l'autre, et lorsqu'on se présentait chez ce dernier il déclarait n'en avoir eu aucune connaissance. Un des frères avait été condamné seul en police correctionnelle; la Cour royale a réformé ce jugement, par le motif que le fait ne présentait aucun des caractères prévus par le Code pénal.

Le plaignant, outre la perte de son procès, a eu le désagrément de ne plus retrouver son parapluie, qui a été volé par un quidam introduit furtivement dans l'auditoire.

C'est demain vendredi que l'affaire du *Corsaire* contre la Presse sera appelée devant la 6^e chambre.

Une femme jeune encore, blanchisseuse de son état, est traduite devant la 6^e chambre, sous une prévention qui présente un douloureux contraste avec sa qualité de mère et avec l'air de douceur apparente empreint sur sa physionomie. C'est sur la rue publique que cette femme a été dénoncée à la justice : du sein de ses voisins, témoins chaque jour de sa brutalité envers l'un de ses enfans, petite fille de cinq ans et demi, s'est élevé un cri

unanime de réprobation qui est enfin parvenu aux oreilles de l'autorité.

M. Bazelin, commissaire de police du quartier, a fait une enquête à la suite de laquelle il a enlevé son enfant à cette mère dénaturée, et l'a placé d'abord dans une salle d'asile, puis ensuite dans une maison particulière où il a reçu des soins qui ont heureusement rétabli sa santé délabrée par les privations et les mauvais traitements auxquels sa malheureuse mère ne l'avait que trop longtemps condamné. Une instruction a eu lieu, et la prévenue est venue joindre ses propres aveux aux preuves recueillies par le juge, et constatant des actes d'une cruauté froide, réfléchie, constante, que pourrait seul expliquer un état d'aliénation mentale et que la prévenue a essayé de rejeter sur l'irritation continuelle à laquelle elle est en proie pendant ses grossesses.

Chose assez singulière, cette femme, inculpée d'actes repoussants de barbarie sur son propre enfant, s'appelle Barbara.

A l'appel de la cause, le sieur Barbara, son mari, assigné avec elle comme civilement responsable, se présente, tenant à la main sa petite fille, pauvre ange tout blanc et tout rose chez lequel une précoce adversité semble avoir développé une intelligence au-dessus de son âge. A la voir on dirait qu'elle comprend être la cause du malheur de sa mère et qu'en lui souriant avec gentillesse elle fera voir aux messieurs vêtus de robes noires qu'elle a pardonné tout le mal qu'on lui a fait. La prévenue détourne la tête et ne manifeste aucune émotion.

Il résulte de l'instruction que la femme Barbara a maltraité cet enfant de la façon la plus cruelle; que le médecin commis par le juge a constaté sur son petit corps des traces de nombreuses blessures faites, au dire des témoins entendus, par une fourche de bois, un manche de plumeau et des pincettes.

M. le président Martel : Vous êtes prévenue d'actes de cruauté inouis sur votre enfant; qu'avez-vous à répondre?

La femme Barbara : J'ai essayé vainement tous les moyens pour la rendre propre. J'ai voulu la prendre par la douceur. Je lui ai promis de la sortir, de lui donner de beaux habits. Rien n'a fait : il a bien fallu...

M. le président : Etait-ce donc une raison pour la frapper jusqu'à la blesser, pour la jeter à terre de toute votre hauteur. Il est constant que vous témoigniez pour cet enfant la plus injuste antipathie, et que vous alimiez même jusqu'à la priver de nourriture.

La prévenue : C'était pour la rendre propre.

La dame Billot, surveillante de la salle d'asile du 1^{er} arrondissement : Lorsque cette enfant m'a été confiée, je l'ai visitée et j'ai remarqué sur son corps des traces nombreuses de coups. Il est vrai que cette enfant se salissait souvent, mais j'ai attribué cela à une faiblesse de nature. C'est sur la rumeur publique que M. le commissaire Bazelin a dû faire une enquête et m'a confié l'enfant. J'ai interrogé la petite fille sur la cause des blessures dont elle avait les marques; elle m'a répondu, la pauvre enfant, que c'était son petit frère qui l'avait battue. D'après ce que je savais, j'ai admiré les sentiments de cette bonne petite créature.

La dame Lesuire : J'ai travaillé chez la prévenue pendant deux mois; elle battait son enfant à la longue journée. Cette pauvre victime avait le corps noir comme le cœur de la cheminée. La femme Barbara la battait avec tout ce qui lui tombait sous la main, avec la pelle, la pincette, un manche de plumeau. Ça me faisait une peine, à moi qui suis mère. Je lui disais : « Punissez-la, mais ne la tuez pas ! » Elle la privait de nourriture, que c'était à fendre le cœur. Cette pauvre enfant me faisait tant de peine, que je lui donnais la moitié de mon café quand sa mère ne regardait pas. Quand elle me voyait, elle faisait les gros yeux à l'enfant pour qu'elle ne le prit pas; et la pauvre enfant ne le prenait pas malgré, sa grande envie.

La demoiselle Eugénie Chéri, blanchisseuse : L'enfant était battu à tout propos, elle ne pouvait approcher sa mère sans que celle-ci l'appelât monstre et la frappât. Comme une fois elle avait sali son lit, sa mère la fit coucher deux nuits sur un petit banc de bois et ne lui donna qu'un petit morceau de pain pour toute nourriture. Un jour elle lui mit la tête sur un baquet, en disant : « Je ne sais ce qui me retient de lui couper le cou. »

La prévenue : Vous mentez, mademoiselle ! c'est vous qui m'avez dit : « Vous ne frappez pas assez votre enfant. Ma mère sait bien comment on frappe les enfants pour les faire mourir. » Je suis fâchée que vous me forciez à dévoiler cela; mais voulez ce que vous m'avez révélé sur votre mère.

Eugénie Chéri : Si ma mère m'a frappée une fois, c'est que je lui avais manqué; il est bien juste qu'une mère reprenne une fille de dix-huit ans, mais je n'ai jamais tenu un tel propos; d'ailleurs j'ai une mère, moi, une vraie mère!

La prévenue : Vous mentez!

Eugénie Chéri : Non, je ne mens pas, et puisqu'il en est ainsi, j'ajoute que vous m'avez dit : « On n'aime pas les filles dans ma famille, et si l'enfant que je porte est une fille, je lui donnerai le coup de ponce. » (Marque d'horreur dans l'auditoire.)

M^{me} Fiebach, blanchisseuse : J'ai été trois mois chez la prévenue, et pendant tout ce temps je l'ai vu maltraiter son enfant. (La petite Barbara fond en larmes et veut aller vers sa mère; celle-ci détourne la tête). Je lui ai dit qu'on ne battait pas ainsi les enfants. Elle m'a répondu que c'était la manière de les élever dans son pays.

M. le président : N'avez-vous pas vu la prévenue jeter son enfant à terre de toute sa hauteur?

M^{me} Fiebach : Cela arrivait souvent. On ne lui donnait pas à manger, et plus d'une fois je lui ai apporté en cachette du pain et des cerises.

La prévenue : Voyez un peu l'enfant, voyez comme elle se porte. Est-ce croyable, cela?

M. le président, avec émotion : C'est parce qu'on l'a soustraite à temps à vos cruautés. Il est établi par l'instruction qu'elle a été longtemps à se rétablir. (S'adressant au sieur Barbara) : Vous êtes cité comme civilement responsable; qu'avez-vous à dire?

Le sieur Barbara : Je réclame de vous de l'indulgence pour ma femme. Il est vrai qu'elle est violente, mais cela n'arrive que dans ses grossesses! Dans tout autre temps, c'est une bien bonne mère; voilà quatorze ans que nous sommes mariés, je ne lui connais aucun défaut.

La prévenue : Je n'ai rien fait de mal; ce sont les témoins qui m'en veulent.

M. le président : Vous avez avoué dans l'instruction, et de la manière la plus formelle, tous les faits qu'on vous reproche; vous feriez mieux de persister dans ce système et de faire, comme votre mari, appel à l'indulgence de la justice.

Le Tribunal, sur les conclusions de M. J. Persil, avocat du Roi, condamne la femme Barbara à deux mois d'emprisonnement, et déclare le sieur Barbara non responsable des suites pécuniaires de cette condamnation.

— Nous avons rendu compte dans un de nos derniers numéros de la condamnation à un mois d'emprisonnement prononcée par

la 6^e chambre contre un pauvre diable, prévenu d'avoir volé plusieurs écheveaux de fil dans la boutique de M. Capmas. La femme Cafta comparait aujourd'hui devant la 6^e chambre sur la plainte du même marchand, et c'est pour lui avoir dérobé deux écheveaux de soie que le plaignant l'a fait arrêter. Dans l'affaire précédente M. Capmas avait exigé 200 fr. de dédommagement du prévenu pour donner son désistement, et n'avait restitué cette somme que sur une plainte portée devant le commissaire de police de son quartier. La femme Cafta avoue le vol qui lui est reproché et se plaint à son tour d'avoir été entraînée dans l'arrière-boutique du marchand et frappée par l'un de ses commis jusqu'à effusion de sang. Ce fait est d'ailleurs constaté par le procès-verbal du commissaire de police.

L'un des commis de la maison, entendu comme témoin, nie ce dernier fait.

M. le président Martel : Le fait est constaté par le commissaire de police, et il paraît, d'ailleurs, que votre patron entend d'une singulière façon la manière d'obtenir justice. Il y a quelques jours il fut établi qu'il avait commis une espèce d'exaction en se faisant remettre 200 fr. pour un vol d'objets valant à peine 3 fr. Aujourd'hui, il s'agit de voies de fait graves commises sur une malheureuse femme qui lui avait volé une valeur de quelques sous. Quels que soient les torts d'un prévenu, un plaignant n'a jamais le droit de se faire justice à lui-même.

Le témoin : Je vous assure qu'on n'a pas frappé la prévenue.

La prévenue : Ce n'est pas vous qui m'avez frappée, c'est un de vos collègues. Comme j'avouais et je demandais grâce, on m'a brutalement poussée jusqu'au fond de l'arrière-boutique, et là un commis m'a frappée à la figure avec tant de force que j'étais inondée de sang en arrivant chez M. le commissaire de police.

Le témoin : On nous vole si souvent qu'on peut bien concevoir un moment de mauvaise humeur. Quant à l'homme qui a donné 200 francs, il les a offerts volontairement et comme l'exacte réparation des vols antérieurement faits par lui.

M. le président : Nous savons le contraire, et votre patron lui-même n'a pas osé le soutenir. Il a été constaté qu'il avait fallu lui faire rendre la somme par les voies judiciaires. Le Tribunal l'a blâmé, et nous vous blâmons sévèrement, sinon vous, au moins votre camarade, des violences dont on s'est rendu coupable envers cette femme; vous pouvez reporter nos paroles à celui auquel elles s'adressent.

Le Tribunal condamne la femme Cafta à un mois d'emprisonnement.

M. le président : Cette peine peut paraître sévère en présence d'un vol d'une aussi mince importance; mais il faut qu'on apprenne qu'il n'est pas permis de prendre le bien d'autrui, quel que soit d'ailleurs le peu de valeur de l'objet volé.

— « Ah ! le monstre ! Elle va nier, mes chers Messieurs, elle va nier, comme elle a fait devant la personne du sergent et dans le cabinet du commissaire !... Et pourtant je vous le jure sur les cheveux blancs de mon épouse, elle s'est servie de ses charmes, de sa langue dorée et de sa boissonnerie pour me subjuguier mes 13 fr. 50 cent., fruit de mes sueurs et de mes légumes. »

« Imposeur ! imposeur ! je le dis trois fois. »

Ainsi répond la femme Lemoine, chiffonnière hors d'âge, dont les rides, disposées en losanges, coupent sa figure de nombreuses marquerettes. Son accusateur est le sieur Gillet, marchand des quatre-saisons, vieillard sec et rageur, qui frappe du pied à chaque mot, et tient sa main gauche levée devant le Tribunal comme affirmation de ses paroles, attendu que la droite est occupée à menacer la prévenue.

M. le président invite le plaignant à se modérer, impose silence à la prévenue, et le sieur Gillet entre dans les détails de sa plainte.

« Je n'aurais pas dû causer avec cette créature, dit le témoin; mais elle s'y est prise si adroitement ! Elle m'a offert la goutte en s'introduisant dans mes chagrins sur le gueur de temps qu'il fait, et que la salade en souffre, qu'il n'y a pas moyen d'approcher des épinards... Vous sentez bien qu'un mot en amène un autre, de petit verre; si bien que nous en avons bu sept ou huit, plus ou moins... plutôt plus... et elle les a payés, le serpent ! elle n'a même pas voulu que j'y aille de ma tournée, vieille horreur ! »

M. le président : Jusque là nous ne voyons rien qui justifie votre plainte.

Gillet : Vous allez voir... « C'est vrai, que je lui dis, les temps sont durs et les légumes *idem*... si tellement que tel que vous me voyez, je vas être forcé de vendre un traversin et son drap, faute de quoi faire mes provisions. — Vous m'avez l'air d'un brave homme, qu'elle me dit; je vous les achète, moi, votre drap et son traversin. Voyons, quoi que vous en voulez ? » Naturellement je lui dis de venir les voir. Nous allons dans mon domicile. Quand nous y sommes, elle me dit : « Ouf ! que c'est donc haut chez vous ! un centième au dessus de l'entresol, je vous demande un peu... elle s'assoit... C'est drôle, qu'elle dit encore, le cœur me gargouille... Je vas dormir un petit peu... Moi, j'mendors aussi, et comme je dors très dur, j'entends rien... Mais quand je me réveille, elle n'y était plus; ça me donne des idées, je me farfouille, et je trouve dans la poche de ma veste 13 fr. 50 de moins... et comme c'était tout ce que je possédais, il ne me restait plus rien. Je m'hâte de sortir, je cours devant moi, je la fais empoigner, on la conduit chez le commissaire, et on ne trouve rien dans ses poches. Mais moi qu'étais sûr de mon affaire, je demande qu'on la fouille de fond en comble, et on trouve 3 fr. 50 cent. dans sa tabatière. »

M. le président : Et les dix francs qui vous manquaient encore?

Gillet : Je vous le dis... 3 fr. 50 cent. dans sa tabatière, et le reste dans ses bas.

La femme Lemoine : Je demande qu'on m'écoute !... Faut qu'on me croie !... Tout ce qu'il a dit là, c'est un conte d'invention... Je l'ai réglé de six tournées, c'est mon tort... L'argent était à moi... et avait dix francs pour mon terme, et le reste était pour mon courant... Ça m'appartenait comme le ciel au bon Dieu... Si je l'avais dans mes bas, c'est mon habitude et mes accoutumances comme ça, de peur des voleurs. Si vous voulez savoir le vrai, le vieux était dans un grand délire d'amour, et comme j'ai pas voulu l'écouter, il a dit que j'étais une belle des Champs-Lysées... Je vous demande un peu si c'est un état de ma physiologie?... Regardez-moi donc ! c'te tête et c'te tournure ! Qu'est-ce donc qui voudrait de toi, ma pauvre vieille !... Fallait être soûl comme lui pour venir m'en conter... Je suis une brave femme comme vous êtes de braves hommes... Donnons nous une poignée de main et la veuve Lemoine priera Dieu pour nous.

Malgré cette éloquence par insinuation, La femme Lemoine est condamnée à quinze jours de prison.

— Le conseil-général a voté une somme de 9,732 francs pour l'établissement d'une horloge avec cadran éclairé pendant la nuit, et qui doit être placée dans l'attique de la façade principale du Palais-de-Justice.

— La victime de l'assassinat commis dans la soirée de lundi à Belleville, dont nous rapportions hier les circonstances, a été reconnue pour être un sieur Louis Leclerc. L'assassin, qui n'a pu être encore arrêté, mais qui est maintenant connu, est un enfant de quatorze ans nommé Jean Lolotte, un individu avec lequel, suivant des déclarations nombreuses, il se trouvait quelques instants avant le crime. Le nommé Rengaine, chiffonnier, âgé de dix-huit ans, demeurant à La Chapelle, a été arrêté et envoyé au dépôt de la préfecture de police.

— Hier dans la soirée, au moment où le public sortait en foule du Théâtre-Français, une explosion d'arme à feu se fit entendre. Les passans étant accourus au bruit, trouvèrent sur le trottoir en face le n^o 19 de la rue Richelieu, un jeune homme étendu à terre, ne donnant aucun signe de vie, et ayant encore à la main un pistolet déchargé. Relevé aussitôt par eux, il fut porté à la pharmacie de M. Noiro, au n. 16 de la même rue.

Un médecin ayant été appelé, chercha vainement sur son corps la trace de la plus légère blessure; sa redingote présentait seule une large brûlure. Les recherches des assistans ne purent faire retrouver la balle, et on en fut à révoquer en doute que le pistolet eût été chargé. Le jeune homme fut alors conduit par la garde au poste du Château-d'Eau, et là on apprit de lui qu'il s'appelait D..., qu'il sortait du service, était âgé de vingt-cinq ans, et qu'ayant éprouvé une violente passion pour une jeune personne, rue Richelieu, il avait acheté le jour même un pistolet, de la poudre et des balles, qu'il destinait à terminer son existence à la porte même de la cruelle qui dédaignait son amour. Il a ajouté qu'il s'était enivré pour se donner du cœur à mourir; mais que sa main mal assurée avait trahi son désespoir. Comme le lendemain, revenu à lui-même, il déclara qu'il avait totalement changé de résolution, il fut mis en liberté.

— Plusieurs journaux ont parlé depuis quelques jours de vols de réverbères qui se commettaient dans les différents quartiers de Paris. Cette nuit, une ronde de police a arrêté, rue Nueve-de-Lappe, dans le quartier Popincourt, deux chiffonniers, les nommés Guéreau et Serant, au moment où ils commettaient des vols de cette nature. Une perquisition faite dans la chambre qu'ils occupent en commun rue Sainte-Marguerite-Sainte-Antoine, 29, a amené la découverte et la saisie d'une grande quantité de réverbères qu'ils avaient eu soin de démonter, et qui proviennent évidemment de vols.

— Ce soir, à cinq heures, une forte détonation produite par l'explosion du gaz, s'est fait entendre dans la rue Vivienne. La devanture de l'une des petites boutiques appliquées contre le mur de l'ancien hôtel du Trésor, précisément en face du passage Colbert, a volé en éclats, et l'étagère, composé de flambeaux et autres objets en bronze, a été lancé avec violence sur la voie publique. Une dame qui se trouvait dans la boutique, a été grièvement blessée et transportée à la pharmacie de la rotonde Colbert, où elle a reçu les premiers soins. Cet accident paraît devoir être attribué à l'imprudence des ouvriers qui réparaient en ce moment les conduits du gaz.

— On se rappelle le singulier orgueil avec lequel un gamin de Paris, prévenu de vagabondage, et voulant prouver ses moyens d'existence, répondait à M. le président Moreau : « Je suis employé aux trognons de pomme, chez M^{me} Saqui. » Le théâtre de la Porte-Saint-Antoine, qui sans doute a négligé jusqu'à présent d'attacher à son paradis quelque fonctionnaire du même genre, sentira sans doute la nécessité de le faire; car avant-hier, au milieu de la représentation, la force publique a été forcée d'intervenir pour arrêter et conduire devant le commissaire de police le nommé Monier (Jules), âgé de vingt-cinq ans, qui jetait au public et aux acteurs des trognons de poires et de pommes dont s'était composé sans doute son frugal repas du soir.

— Les chartistes anglais, dont on n'entendait plus parler, viennent de faire dans le pays de Galles une démonstration de la nature la plus dangereuse.

Huit mille insurgés, ayant à leur tête un sieur Frost, ancien magistrat de police, et démagogue très prononcé, sont sortis de leurs montagnes et se sont dirigés sur Newport. Ils étaient armés de fusils de munition et de chasse, de pistolets, de piques, d'épées et d'autres armes offensives; on prétend même qu'ils avaient deux petites pièces de canon. Ils ont commencé une attaque violente sur l'hôtel Westgate, où les magistrats étaient en séance.

Les soldats, au nombre de quarante-cinq, qui formaient la garnison de cette petite ville, ont aussitôt pris les armes. Les insurgés ayant résisté aux sommations qui leur ont été faites, une fusillade très vive s'est engagée. Les chartistes ont été dispersés après avoir laissé sur le champ de bataille neuf tués, un plus grand nombre de blessés, et plusieurs centaines d'armes de toute espèce. John Frost n'a pu être saisi.

Le maire de Newport, M. John Philipps, a reçu deux coups de feu, l'un à la cuisse, l'autre au bras, pendant qu'il haranguait les mutins. Un sergent et plusieurs constables spéciaux ont reçu des blessures qui ne sont pas dangereuses. M. Williams, marchand de fer, a reçu au front une chevrotine qui fort heureusement pour lui a passé obliquement sous le cuir chevelu sans endommager les os.

Les insurgés se sont enfuis dans la direction de Brecon, mais il y a là quatre cents soldats disposés à les recevoir. La ville de Pontypool a été l'objet d'une attaque semblable, et l'on attendait avec impatience des forces militaires.

— Le théâtre de Calcutta, qui florissait depuis trente années et qu'on avait surnommé le *Drury-Lane* de l'Indostan, est devenu la proie des flammes.

Des marins avaient fait la répétition générale d'un drame à grand spectacle, intitulé *le Pilote*, dont la première représentation devait avoir lieu le 6 juin. Il paraît que des étincelles provenant de quelques pièces d'artifice mal dirigées ont mis le feu dans les cintres. A minuit l'incendie a éclaté. Malgré la promptitude des secours il a été impossible d'arrêter les progrès des flammes.

La perte est estimée à un demi-lak de roupies (125,000 francs), outre une dette de 20,000 roupies (50,000 francs), hypothéquée sur le théâtre, et pour laquelle les créanciers se trouvent privés de leur gage.

— VOYAGE EN ARABIE, par M. TAMISIER, auteur du *Voyage en Abyssinie*. Chez Desessart, rue des Beaux-Arts, 15. — 2 vol. in-8. 16 fr.

— Les SCÈNES DE LA VIE DE PROVINCE, par M. DE BALZAC, viennent de paraître dans la jolie COLLECTION de l'éditeur CHARPENTIER, rue de Seine, 29. Elles y forment DEUX SERIES qui se vendent séparément 3 fr. 50 c. Jamais les contrefacteurs belges n'ont donné à un prix aussi bas des livres aussi beaux. C'est dans les SCÈNES DE LA

VIE DE PROVINCE que se trouvent : les Célétaires, — la Femme abandonnée, — les Illusions perdues, — le Message, — la Grenadière, — la Grande Bretèche, etc., qui sont assurément les plus charmants tableaux de mœurs de la province à notre époque.

Etude de M^e Charpillon, avoué à Paris, rue Thérèse, 2.

JUGEMENT

De la 6^e chambre du Tribunal de première instance de la Seine,
Qui condamne : 1^o JEAN-BAPTISTE, 2^o AUGUSTE, 3^o JOSEPH-ALFRED ENAUX,
COMME CONTREFACTEURS, EN 300 FR. D'AMENDE
Et en 3,000 francs de dommages-intérêts

Envers 1^o la Société de cristallerie de BACCARA,
2^o la Société de cristallerie de ST-LOUIS.
LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, salut.
Le Tribunal de première instance de la Seine, séant au Palais-de-Justice à Paris, a rendu, en l'audience publique de police correctionnelle de la 6^e chambre dudit Tribunal, le jugement dont la teneur suit :

Audience du 18 juin 1839.
Entre, premièrement le sieur Louis Orono-Souls, agissant au nom de la Compagnie de cristallerie de Saint-Louis; secondement, et le sieur Joseph-Marie-Victor Sevier de Beaugard, agissant au nom de la Compagnie de cristallerie de Baccara, demeurant à Paris, rue de la Paix, 8, lesquels élisent domicile à Paris, en l'étude de M^e Charpillon, avoué près ledit Tribunal, y sise, rue Thérèse, 2.

Plaignant, parties civiles, demandeurs suivant et aux fins de deux exploits d'assignation faits par le ministère de Lannoy, huissier à Paris, en date du 7 août et 28 novembre derniers, enregistrés, ledits exploits introduits d'instance en police correctionnelle entre ledits parties civiles et les défendeurs ci-après nommés.

Demandeurs en exécution du jugement rendu par la 6^e chambre dudit Tribunal, le 26 mai 1838, enregistré.

Demandeurs suivant exploit du ministère de Dannay, huissier à Paris, le 14 janvier dernier, enregistré.

Comparant à l'audience, d'une part :
Et premièrement, le sieur Auguste Enaux, fondeur en cuivre;
Secondement, le sieur Jean-Baptiste Enaux, fondeur en cuivre;
Troisièmement, et le sieur Joseph-Alfred Enaux, aussi fondeur en cuivre;
Tous trois demeurant à Paris, rue de Sévres, 124;

Quatrièmement, le sieur François Lamarre, marchand faïencier, demeurant à Paris, rue Grenier-St-Lazare, 12;

Cinquièmement, le sieur Julien Appert père, marchand de verreries et de cristaux, demeurant à Paris, rue du Juret, 23;

Sixièmement, le sieur Bourley, marchand de cristaux et de verreries, demeurant à Paris, rue St-Martin, 19;

Défendeurs aux fins des exploits d'assignation susdatés, et à l'exécution du jugement dudit jour, 26 mai 1838.

Comparant à la présente audience, d'autre part :
Prévenus de contrefaçon;
Délit prévu par les articles 425, 426 et 427 du Code pénal;
Et aussi entre ledits sieurs Enaux frères, ci-devant qualifiés.

Demandeurs en garantie, aussi d'une part :
Et premièrement, le sieur Valory;
Secondement, le sieur Appert, ci-devant qualifié;

Troisièmement, le sieur Vinchon, directeur et propriétaire de la Verrerie de Bligny;

Quatrièmement, le sieur de Vandœuvre, baron, pair de France, demeurant à Paris, rue
Cinquièmement, le sieur Vimont, demeurant à
Sixièmement, le sieur Rousseaux, maître de verrerie, demeurant à Planchette-Homezel, près Darney (Vosges), aux demandes en garantie des frères Enaux.

Comparant à l'audience, d'autre part :
Et aussi M. le procureur du Roi près ledit Tribunal, intervenant au procès pour la vindicte publique.

Comparant par M. Meynard de Franc, substitut, aussi d'autre part.
POINT DE FAIT.

Les faits antérieurs à ceux qui suivent sont rapportés au jugement rendu par le Tribunal, 6^e chambre, le 26 mai 1838, enregistré; il est référé à ce jugement dont expédition est jointe à la procédure; sur l'appel interjeté par les frères Enaux, dudit jugement, il fut confirmé par arrêt de la Cour royale de Paris, du 5 décembre dernier, enregistré.

Par suite de cet arrêt et à la date du 14 janvier 1839, suivant exploit, dûment enregistré, du ministère de Dannay, huissier à Paris; les demandeurs firent assigner les frères Enaux, défendeurs, à comparaître le samedi 19 du même mois, à l'audience dudit Tribunal, 6^e chambre, jugeant en police correctionnelle, pour :

Attendu que ledits sieurs Enaux ont à la date du 31 mai 1838, interjeté appel du jugement contradictoirement rendu entre eux et les demandeurs, le 26 dudit mois de mai;

Attendu que la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Paris a, suivant arrêt contradictoire du 5 décembre dernier, enregistré et signifié, mis l'appellation des sieurs Enaux au néant, et ordonné que ce dont était appel sortirait son plein et entier effet; qu'il y a lieu dès lors de statuer sur le fond de la demande des demandeurs;

Voit adjuger auxdits demandeurs les conclusions par eux prises dans leurs exploits d'assignations en date des 7 août et 28 novembre 1837 du ministère de Dannay, huissier à Paris, enregistrés et du 26 avril 1838, aussi enregistré, du ministère de Hany, huissier à Paris;

Voit en outre ordonner que le jugement à intervenir soit affiché au nombre de 600 exemplaires et inséré dans quatre journaux de la capitale au choix des demandeurs;

La cause appelée à l'audience du 19 janvier dernier fut remise à quinzaine sur la demande des avocats des parties;

Le 2 février suivant la cause fut continuée à quinzaine, le 16 février elle fut re-

mise au mois, le 16 mars elle fut continuée au mois; Après l'appel de la cause à l'audience du 13 avril dernier, il fut procédé ainsi qu'il suit :

M^e Marie, avocat, des frères Enaux, expose les faits de leur demande en garantie;

M^e Blanc, avocat du sieur Vimont, appelé en garantie, plaide une fin de non recevoir;

M^e Soumar, avocat du sieur Rousseau, appelé en garantie, plaide aussi une fin de non recevoir;

M^e ..., avocat, dépose des conclusions pour les sieurs Vinchon et Vandœuvre, défendeurs en garantie, et s'en rapporte aux observations présentées de M^e Blanc, avocat du sieur Vimont;

M^e Thureau, avocat, dépose des conclusions pour les sieurs Valory et Appert, défendeurs en garantie, et déclare s'en rapporter aux observations présentées par M^e Blanc, avocat;

M^e Marie, avocat, plaide pour les frères Enaux;

M^e Thureau, avocat, réplique pour les sieurs Valory et Appert;

M. l'avocat du Roi, après avoir résumé l'affaire, prend des conclusions tendantes à ce que les frères Enaux soient déboutés de leur demande en garantie;

Sur quoi le Tribunal remît la cause à huitaine pour le prononcé du jugement sur ladite demande en garantie;

Après l'appel de la cause à l'audience du 20 avril dernier, M. le président prononça le jugement dont le dispositif suit :

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi;

En ce qui concerne la demande en garantie formée par les frères Enaux contre les sieurs Valory, Appert, Vinchon, le baron de Vandœuvre, Vimont et Rousseau;

Attendu qu'il s'agit dans la cause du délit de contrefaçon à raison duquel les frères Enaux sont poursuivis, tant à la requête du ministère public, dans l'intérêt de la société, que par les frères Orono-Souls et Sevier de Beaugard, au nom et comme gérants des sociétés de cristallerie de Saint-Louis et de Baccara;

Attendu qu'en admettant que les modèles saisis, comme étant contrefaits, aient été commandés par les défendeurs aux frères Enaux, fabricants, ce qui n'est pas justifié, quant à présent; la prétention de ces derniers n'en devrait pas moins être rejetée comme étant contraire aux principes en matière criminelle; l'auteur d'un crime ou d'un délit de quelque nature qu'il soit ne pouvant se soustraire à la peine applicable à ce crime ou à ce délit, sous le prétexte qu'on lui a donné des ordres ou des instructions pour le préparer ou pour le commettre, la culpabilité étant la conséquence directe et nécessaire du fait matériel;

Attendu au surplus que dans aucun cas la demande dont il s'agit ne saurait, telle qu'elle a été intentée, être de la compétence du Tribunal correctionnel, puisque les défendeurs ne sont cités dans l'instance principale, ni par un fait personnel ni comme civilement responsables du fait ou délit de leurs préposés;

Attendu d'ailleurs que l'action en réparation d'un dommage quelconque éprouvé, ne peut régulièrement être portée devant la juridiction correctionnelle que comme accessoire d'un demande principale : en condamnation pour délit ou contrefaçon, que la réclamation des frères Enaux pourrait tout au plus donner lieu à une action purement civile pour laquelle le Tribunal correctionnel n'est pas compétent;

Par tous ces motifs,
Déclare les frères Enaux non recevables dans leur demande en garantie;

En ce qui concerne la demande en indemnité de voyage formée par le sieur Rousseau;

Attendu qu'il justifie avoir été cité à la requête des frères Enaux au jour qui n'avait pas été indiqué par le Tribunal, qu'il justifie également avoir satisfait au vœu de la loi en faisant sa déclaration au greffe du Tribunal, le 30 mars dernier, conformément à l'article 146 du premier décret du 16 février 1807;

Condamne les frères Enaux à payer à Rousseau le montant des frais de voyage réclamés d'après la taxe qui en sera faite par M. Baroche, juge que le Tribunal commet à cet effet;

Condamne les frères Enaux solidairement aux dépens de l'incident.
Ordonne qu'il sera passé outre au fond;

Et à cet effet, sur la demande des avocats des parties, continue la cause au mardi 23 avril courant.

Après l'appel de la cause à l'audience du 23 avril dernier, il fut proclamé ainsi qu'il suit :

M^e Bethmont, avocat, assisté de M^e Charpillon, avoué des sieurs Orono-Souls et Beaugard, demandeurs, expose les faits de la plainte, conclut à 20,000 francs de dommages intérêts contre les défendeurs, à l'affiche et à l'insertion du jugement conformément à la demande.

Ledit M^e Bethmont, avocat, plaide et développe ensuite les moyens à l'appui desdites conclusions.

M^e Marie, avocat, plaide pour les frères Enaux.
Sur quoi le Tribunal remît la cause à quinzaine, avec M. l'avocat du Roi.

La cause, appelée le 7 mai, fut remise d'office à trois semaines, le 28 mai, la cause fut aussi remise d'office à huitaine.

Après l'appel de la cause, à l'audience du 4 juin, il fut procédé ainsi qu'il suit :

M. le procureur du Roi, après avoir résumé l'affaire, prend ses conclusions tendantes à ce qu'il plaise au Tribunal condamner les frères Enaux, défendeurs, aux peines prononcées par la loi concernant le délit qui leur est imputé.

Sur quoi le Tribunal remît la cause à quinzaine pour le prononcé du jugement.

La cause venant en ordre utile à l'audience de ce jourd'hui, 18 juin 1839, pour recevoir jugement, présentait à juger ce qui suit :

POINT DE DROIT.
Le délit imputé aux défendeurs était-il suffisamment établi?

Au cas d'affirmative devait-on leur faire application des dispositions pénales invoquées par les demandeurs?

Devait-on adjuger aux parties civiles les conclusions de leurs demandeurs?

Ledit jour, 18 juin, après l'appel de la cause, M. le vice-président prononça le jugement dont le dispositif suit :

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAISANT DROIT,

Attendu que dans l'instruction des débats et des documents produits, notamment du procès-verbal de saisie, en date du 6 février 1837, et du rapport dressé par les trois experts commis, résulte la preuve que les frères Enaux ont commis le délit de contrefaçon qui leur est imputé, tant par le moulage que par l'imitation des modèles des cristaux qui sont la propriété exclusive de la cristallerie de Saint-Louis, représentée dans l'instance par le sieur Orono-Souls, son agent, et de la cristallerie de Baccara, représentée par le sieur de Beaugard;

Attendu que vainement les frères Enaux prétendent que les plaignants n'établissent pas suffisamment leur droit de propriété;

Attendu que ce droit est justifié par les documents promis, notamment par la correspondance entre les deux fabriques et les lieux de dépôt, comme aussi par le rapprochement et la comparaison des objets saisis avec les dessins placés dans le cahier d'échantillons des deux fabriques dont il s'agit; qu'une date certaine a été donnée à l'insertion des figures portées au cahier à l'usage des deux fabriques, par celle du dépôt des imprimeurs-lithographes dont le livre est représenté;

Attendu au surplus que par décision de cette chambre, confirmée sur l'appel, il a été jugé formellement entre les mêmes parties que, ni la loi de 1793, ni le décret de 1806, qui exigent le dépôt d'un exemplaire modèle ou échantillon, suivant les objets dont on veut conserver la propriété exclusive, ne sont applicables à la fabrication des cristaux;

Que de tout ce qui précède, résulte que les trois inculpés se trouvent dans le cas prévu par les articles 425, 427 et 429 du Code pénal, dont il a été donné lecture par le président, et qui sont ainsi conçus :

ARTICLE 425.
" Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, ou de toute autre production imprimée ou gravée, en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon, et toute contrefaçon est un délit. "

ARTICLE 427.
" La peine contre le contrefacteur ou contre l'introduit, sera une amende de 100 francs au moins, et de 2000 francs au plus, et contre le débitant une amende de 25 francs au moins, et de 500 francs au plus. "

" La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introduit et le débitant. "

" Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits seront aussi confiscés. "

ARTICLE 429.
" Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations, ou les recettes confisquées, seront remises au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert, le surplus sera indûment tenu, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera régie par les lois ordinaires. "

Faisant application desdits articles;
Condamne Jean-Baptiste Enaux, Auguste Enaux et Joseph-Alfred Enaux, chacun à 100 fr. d'amende.

Ordonne la confiscation des objets saisis, lesquels seront remis aux plaignants. En ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés par les parties civiles :

Attendu qu'il est constant que les parties de Bethmont ont éprouvé un dommage réel par le fait des frères Enaux, lesquels doivent une réparation proportionnée à ce dommage, mais que la somme de 20,000 fr. demandée est trop élevée, qu'il y a lieu de la réduire; que le Tribunal trouve dans les pièces produites des éléments suffisants pour arbitrer d'office le montant du préjudice causé;

PAR CES MOTIFS,
Fixe d'office à 3,000 fr. l'indemnité réclamée.
En conséquence, condamne les frères Enaux solidairement à payer ladite somme de 3,000 fr. aux sieurs Orono-Souls et Sevier de Beaugard, es noms et qualités qu'ils agissent.

En ce qui concerne le chef de demande relatif à l'affiche et à l'insertion dans les journaux du présent jugement :

Attendu que cette demande est fondée, que c'est le cas de l'accueillir; Vu l'article 1,036 du Code de procédure civile :

Ordonne qu'à la diligence des plaignants, et aux frais des frères Enaux, le présent jugement sera imprimé et affiché, tant dans la capitale que dans les autres lieux, au choix des plaignants, au nombre de cent exemplaires.

Ordonne aussi que le présent jugement sera inséré, tant dans le Journal du Commerce que dans les Débats et la Gazette des Tribunaux.

Condamne les frères Enaux solidairement aux frais du procès, lesquels frais faits par les parties civiles sont taxés et liquidés à la somme de 422 fr. 70 cent., en ce non compris les coûts, enregistrément du présent jugement, les frais d'impression et d'affiche et les frais d'insertion dans les journaux, le tout par corps.

Pour assurer l'exécution des condamnations qui précèdent :

Fixe à deux ans la durée de l'emprisonnement à subir par les frères Enaux, faute de paiement, et ce en exécution des articles 7, 39 et 43 de la loi du 17 avril 1832, sur la contrainte par corps.

Fait et jugé par MM. Pinonnel, vice-président, Dherbelot, juge, chevalier de la Légion d'Honneur, et Baroche, juge-suppléant et juge nécessaire pour l'empêchement d'autres juges.

En présence de M. Meynard de Franc, substitut de M. le procureur du Roi.
Le mardi 18 juin 1839.

Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution.
A nos procureurs-généraux et à nos procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandans et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent a été signée par M. le vice-président, MM. les juges susnommés, et par le greffier.

En marge de ladite minute est écrit la mention suivante :
Enregistré à Paris, le 8 juillet 1839, folio 177, recto, case 8, reçu 69 fr. 17 cent.

Signé BOILLOT.
Signé MAIGNE.
Pour copie conforme, Signé CHARPILLON.

PAPETERIE DE PROUZEL (Somme).

MM. les actionnaires de cette société sont convoqués en assemblée générale, le lundi 2 décembre prochain à sept heures du soir, au domicile de l'administration, rue de Paradis-Poissonnière, 41. Aux termes de l'article 28 de l'acte social, nul ne pourra faire partie des assemblées générales s'il n'est porteur de quatre actions.

Annonces légales.

AVIS.

M. et M^{me} LEBARBIER, tenant cabinet de lecture boulevard Bonne-Nouvelle, 28, ont vendu leur établissement

à Mlle Claudine-Anne MANSON, suivant convention verbale en date du 21 octobre dernier, moyennant la somme de 9,000 fr. qui ont été payés comptant, l'entrée en jouissance ayant eu lieu immédiatement.

Sociétés commerciales.

(Loi du 31 mars 1833.)

ÉTUDE DE M^e BORDEAUX, AGRÉÉ,

Rue Montorgueil, 65.

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris, le 6 novembre 1839, enregistré,
Entre M. Michel MOREAU, propriétaire, demeurant à Paris, rue Richelieu, 69, d'une part;
Et M. Nicolas-Denis TRIBOU, maître carrossier, demeurant à Paris, rue de la Planchette, 16, d'autre part;

Il appert que la société formée entre les parties par acte sous seing privé, fait double à Paris, le 2 juillet 1838, enregistré, est et demeure définitivement dissoute à partir dudit jour 6 novembre 1839;

Et que M. Tribou en est seul liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour effectuer la liquidation, traiter et transiger avec tous créanciers et débiteurs de la société.

Pour extrait :

BORDEAUX.

Par acte sous signatures privées, fait double à Paris, le 25 octobre 1839, il a été formé entre M. Antoine-Stanislas-Casimir CHAPPELLE, mécanicien, demeurant à Paris, rue du Chemin-Vert, 3, et M. Maurice Joseph-Louis-Adolphe MONTGOLFIER, ayant mêmes profession et demeure. Une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation d'un établissement de fonderie et

construction de machines, situé à Paris, rue du Chemin-Vert, 3.

La durée de cette société a été fixée à neuf années, qui ont commencé le 1^{er} novembre 1839.

Le siège social a été fixé à Paris, rue du Chemin-Vert, 3.

La raison sociale est CHAPPELLE et Comp.

Il a été convenu que M. Chapelle aurait seul la signature sociale, dont il ne pourrait faire usage que pour les besoins et affaires de la société.

MM. Chapelle et Montgolfier ont apporté à la société, dans la proportion de trois cinquièmes pour M. Chapelle et de deux cinquièmes pour M. Montgolfier, savoir : la fonderie, les ateliers de machines avec leurs outils mécaniques et ustensiles, les modèles composant l'établissement, situés rue du Chemin-Vert, 3, ensemble la clientèle, les droits aux baux et les constructions élevées sur l'emplacement dudit établissement, le tout évalué d'accord à 500,000 fr.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

Du vendredi 8 novembre.

Heures.

Desval-Barbe, ancien négociant, syndicat.

Thioust, boulanger, id.

Molas, tapissier, concordat.

Deglos, imprimeur, vérification.

Adjudications en justice.

Adjudication définitive le 26 novembre 1839, en l'étude de M^e Blaquière, notaire à Bordeaux, d'une RAFFINERIE et dépendances sisés Bordeaux, rue du Moulin, 15. Superficie, 1,448 mètres 20 centimètres; estimation, 40,000 fr.

S'adresser, à Paris, à M^e Laboussière, avoué, rue du Sentier, 3; et à Bordeaux, à M^e Blaquière, notaire, rue de l'Esprit-des-Lois, 22, dépositaire du cahier des charges.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Hôtel des Commissaires-Priseurs, place de la Bourse, 2.

Le samedi 9 novembre 1839, à midi.

Consistant en armoire, commode, pendule, tables, glace, etc. Au compt.

Consistant en chaises, tables, fontaine, commode, etc. Au comptant.

Sur la place de la commune de Rommainville.

Le dimanche 10 novembre 1839, à midi.

Consistant en tables, chaises, canapés,

bois de lits, matelas, etc. Au compt.

Avis divers.

Administration des distributions d'imprimés à domicile dans Paris.

MM. les actionnaires de l'entreprise des distributions d'imprimés sont invités à se rendre au siège de la société, rue de la Jussienne, 11, le lundi 18 courant, à une heure précise de relevée, pour assister à l'assemblée générale annuelle, qui a pour objet l'admission des comp-

tes présentés par le directeur-gérant. Le directeur-gérant, BIDAULT et C^e.

AVIS.

MM. les actionnaires de la Carrosserie St-Chaumont sont prévenus qu'aux termes des statuts de la société, l'assemblée générale aura lieu le 15 novembre prochain, à neuf heures du matin, au siège de l'établissement, rue des Boutes-Chaumont, 6.

CLÔTURE DES AFFIRMATIONS.

Novembre. Heures.

Mauguin, md de métaux, le 11 10

Boguet, chaudronnier, le 11 10

Lemoiné, restaurateur, le 11 10

CLÔTURE DES OPÉRATIONS,

prononcée d'office pour insuffisance d'actif.

(N. B. C'est seulement après un mois entièrement écoulé, à partir de la date de ces jugemens, que le créancier rentre dans l'exercice de ses droits contre le failli.)

Du 14 octobre 1839.

Corret, fabricant de soufflets, à Paris, rue d'Aval, 7.

CLÔTURE DES AFFIRMATIONS.

Novembre. Heures.

Chatelain, tapissier, à Paris, rue St-Honoré, 357.

Callou, limonadier, à Paris, rue St-Germain-l'Auxerrois, 74.

Charpagne, restaurateur, à Paris, rue Saint-Paul, 51.

Delaporte père, anc. fondeur, à Paris, faub. du Roule, 46.

Dille Daubreville, à Paris, faubourg Poissonnière, 64.

Devaux et femme, limonadiers, à Paris, rue St-Martin, 224.

Dellisle, limonadier, à Paris, rue de la Ferronnerie, 3.

Ferté, marchand de vins, à Paris, faub. Saint-Antoine, 71.

Guitton, boulanger, à Vitry-sur-Seine.

DECLARATIONS DE FAILLITES.

Du 6 novembre 1839.

Dame Toussaint, marchande de vins, aux Bagnolles, rue d'Antin, 2. — Juge-commissaire, M. Durand; syndic provisoire, M. Monclay, rue Feydeau, 19.

DÉCRETS DU 4 NOVEMBRE.

M. Dubois, rue Louis-le-Grand, 35 bis. — Mme veuve Titeux, rue de Laborde, 17. — Mlle Raphaël, passage Saulnier, 4 bis. — M. Rouvroy, rue de la Chaussée-d'Antin, 10. — M. Hedehof, rue de la Chaussée, 19. — M. Jeannette, rue des Jeuneurs, 17. — Mme Caffé, rue